



ACADEMIE D'ETE LEX CLIMATICA

GOVERNANCE CLIMATIQUE ET DROIT INTERNATIONAL EN AFRIQUE

25-27 Septembre 2023

LIEU : ACADEMIE DU CLIMAT

2 PLACE BAUDOYER

75004 PARIS FRANCE

SIX CAMPUS:

ABIDJAN

BANGUI

KINSHASA

LOME

OUAGADOUGOU

POINTE-NOIRE



ARGUMENTAIRE :

La maîtrise de la crise climatique s'impose comme le défi majeur du XXI^e siècle. Elle implique la synergie de multiples actions urgentes. Le phénomène complexe du changement climatique bouleverse de nombreuses constantes du droit international et appelle des solutions innovantes. Ses caractéristiques sans précédent en tant que menace mondiale, où les connaissances scientifiques évoluent en permanence, ses arrangements institutionnels et la multiplicité des acteurs impliqués dans la gouvernance du changement climatique ont mis à rude épreuve le droit international et conduit à des développements normatifs audacieux et révolutionnaires.

Pour atteindre les objectifs inscrits dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques, la communauté mondiale doit réduire ses émissions de carbone de près de moitié d'ici à 2030 pour parvenir à réduire à zéro les émissions nettes d'ici à 2050.

Le 29 mars 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution qui demande à la Cour Internationale de Justice (CIJ) de donner un avis consultatif sur les obligations des Etats à l'égard du changement climatique. La CIJ a autorisé l'Union africaine, qui lui en avait fait la demande, à participer à cette procédure consultative. Quelques semaines auparavant, une autre juridiction, le Tribunal international du droit de la mer, était saisie d'une demande d'avis consultatif soumise par la commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international. Au niveau interaméricain, l'urgence climatique a également donné lieu à une récente demande d'avis consultatif : en janvier 2023, le Chili et la Colombie concernant les obligations des États en matière de

droits de l'homme face à l'urgence climatique et les mesures urgentes qu'ils devraient prendre. Un autre avis consultatif devant Cour africaine des droits de l'homme et des peuples est en cours d'élaboration par un collectif constitué d'Africans Lawyers for Climate Justice.

Après le succès de la phase pilote (2021-2023) ponctué par 6 écoles Lex climatica d'été et d'hiver, le programme revient sous le nom Académie d'été Lex climatica, en se concentrant sur le lien entre entreprise et les changements climatiques et en zoomant sur un certain nombre de défis sous-jacents à ce lien. Du 25-27 septembre 2023 dans plusieurs campus en Afrique, l'Académie d'été portera sur « Gouvernance climatique et Droit international en Afrique ».

Par la diversité de ses modalités pédagogiques et notamment sa pluridisciplinarité, et grâce aux interventions croisées d'universitaires et de praticiens, cette Académie d'été vise à permettre aux praticiens d'élaborer une réflexion critique dans les domaines de la gouvernance climatique et en mesurer la place que le droit international et la justice climatique prennent dans cette réflexion. L'ambition renforcée de cette école consiste à examiner comment le droit peut-il être utilisé comme une boussole innovante plutôt que comme un simple outil de conformité. Il s'agira également de renforcer la normativité de l'Accord de Paris et voir comment les entreprises peuvent et doivent devenir les gardiens de l'accord de Paris sur le changement climatique.



OBJECTIFS:

- Former :** Renforcer leurs capacités sur les enjeux du changement climatique en Afrique et leur compréhension du cadre international et des acteurs de la lutte contre le changement climatique.
- Innovover :** Passer en revue une liste de possibilités de perfectionnement professionnel liées au droit climatique et à la justice climatique.
- Respecter :** Veiller à ce que les actions climatiques protègent les droits humains et réduisent les inégalités.
- Relier :** Favoriser les échanges entre participants sur leurs connaissances, expériences et meilleures pratiques dans le domaine des changements climatiques.
- Responsabiliser :**

• **Plus particulièrement, il s'agit:**

- Acquisition des connaissances et des outils d'analyse du changement climatique
- Maîtrise des fondements et des logiques du droit applicable au changement climatique
- Appréhender comment les entreprises sont touchées par la transition climatique
- L'évolution du rôle et de la responsabilité des avocats d'affaires en tant que conseillers au fur et à mesure de la transition des entreprises. Tendances internationales.
- Ancrer le climat et la durabilité tout au long de la chaîne de valeur grâce à des « accords verts » avec les fournisseurs et les clients.
- Un examen des cadres juridiques pertinents, y compris la déclaration des émissions en vertu de divers règlements de l'UE.
- Être conscient du rôle des litiges climatiques dans la poursuite de l'action climatique
- Avoir une compréhension claire des principaux enjeux, dynamiques et obstacles des litiges liés aux changements climatiques, tant d'un point de vue national (comparatif) qu'international;
- Être mieux en mesure de comprendre et d'évaluer de manière critique les outils et principes juridiques liés aux litiges liés aux changements climatiques
- Un examen des cadres juridiques pertinents, y compris la déclaration des émissions en vertu de divers règlements de l'UE.



PROGRAMME

LUNDI 25 SEPTEMBRE (MODULEI) :

LA MISE EN EOUVRE DE L'ACCORD DE PARIS

LUNDI 25 SEPTEMBRE (MODULEII) :

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GOUVERNANCE MONDIALE :
QUELS DEFIS, TRANSFORMATIONS, STRATEGIES POUR LES
DECIDEURS D'AUJOURD'HUI ?

MARDI 26 SEPTEMBRE (MODULEIII):

ADAPTER L'ENTREPRISE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN
AFRIQUE

MARDI 26 SEPTEMBRE (MODULEIV) :

LES RESSOURCES NATURELLES ET CHANGEMENTS

MERCREDI 27 SEPTEMBRE. (MODULEV) :

ENTREPRISES ET LES DROITS DE L'HOMME

MERCREDI 27 SEPTEMBRE. (MODULEVI) :

GOUVERNANCE DU RISQUE CLIMATIQUE

LUNDI 25 SEPTEMBRE (MATIN) : LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS

9h00 : Ouverture :

Guy Fleury-Ntwari

Conseiller juridique de l'Union africaine et Directeur des affaires juridiques

9h00 - 9h30:

Le changement climatique et le droit international : Le rôle des avis consultatifs

Affef Ben Mansour

Avocate au Barreau de Paris - membre du CEDIN. Membre de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI

9h30 - 10h00:

Obligations des États en matière de changement climatique

Sarah Cassella

Professeur Droit public. Université Paris Cité

10h30 - 10h45: Pause café

10h45 - 11h15:

Les « pertes et préjudices » dans le droit international du climat

Sabine Lavorel

Maître de Conférences HDR en Droit public Responsable du DU de Droit de l'Environnement Co-directrice de l'Ecole doctorale Sciences Juridiques

11h15 - 12h00:

Transparence. arbitrage et communautés locales

Walid Ben Hamida

Professeur de Droit, Université de Lille



LUNDI 25 SEPTEMBRE (AM) : LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GOUVERNANCE MONDIALE : QUELS DEFIS, TRANSFORMATIONS, STRATEGIES POUR LES DECIDEURS D'AUJOURD'HUI ?

14h00-14h30 :

La justice climatique en droit international

Miriam Cohen

Professeure Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les droits humains et la justice réparatrice

14h30-15h00 :

La médiation et changement climatique: éléments d'un régime juridique en émergence

Jean-Baptiste Harelimana

Avocat et Président de l'AAPDI

15h00-15h30 :

Changement climatique et impulsion de changement de paradigmes de politiques nationales

Dr Ahmed Djiga

Enseignant-chercheur à l'Université Thomas SANKARA

15h30-16h00 :

Ajustements carbone aux frontières et leur impact sur le commerce en Afrique.

Geneviève Dufour

Professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, Titulaire de la chaire de recherche en commerce durable, responsable et inclusif

16h00-16h30 :

Le changement climatique dans le droit international de l'investissement

Pierre-Olivier Savoie

Associé fondateur du cabinet Savoie Arbitration

Pause

16h45-17h15 :

Protocole sur l'Investissement de la ZLECAf: enjeux, opportunités et défis

H. Suzy Nikiema

Directrice, Investissement durable, à l'Institut International du Développement Durable (IISD)

MARDI 26 Septembre (Matin) :
ADAPTER LES ENTREPRISES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE

9h00 - 9h30 :

Anticiper et adapter l'entreprise aux changements climatiques en Afrique

Dr. Alain Edouard Traore

Ambassadeur, chargé de mission au Ministère des affaires étrangères Burkina Fasso

9h30 - 10h00 :

Le contentieux climatique et l'Afrique : vers de nouvelles frontières?

Patrick Thieffry

Avocat - Arbitre et consultant indépendant

10h00 - 10h30:

Questions de justiciabilité dans les litiges relatifs aux changements climatiques et à l'environnement

Dr Ezékiel Amani Ciriwami

Fellow research, Max Planck Institute

10h30 - 10h45: Pause café

10h45 - 11h15 : Changement climatique et impacts sur l'économie des Etats : entre efforts des pays développés et protestations des pays en développement

Sophie Grosbont

Maître de conférence, Université Paris-Nanterre, France

11h15 - 12h00 : Les financements climatiques et les défis d'accession pour les pays Africains

Gervais Ludovic Itsoua Madzous

Vice-Président du GIEC

13h00 - 14h00 : Déjeuner



MARDI 26 SEPTEMBRE (AM) : LES RESSOURCES NATURELLES ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

14h00 - 14h30

La protection des ressources naturelles par le droit transnational
Dr Yda Alexis Nagalo chargé de recherche CNRST, Burkina Faso

14h30 - 15h00 :

Évaluation des dommages dans les litiges relatifs au changement climatique
Vincent Lefevre Directeur Eight Advisory

15h00 - 15h30 :

L'intégration du risque climatique au sein des stratégies d'investissement des acteurs économiques en Afrique
Florent Baarsch Florent économiste et fondateur de la startup FINRES

15h30 - 15h45 : Pause café

15h45 - 16h15 : L'usage du régime international sur le climat dans l'arbitrage d'investissement,
Camille Martini Avocat au barreau de New York et doctorant de l'Agence française pour la transition écologique à Aix-Marseille Université et l'Université Laval.

16h15 - 17h00:

Réaliser la grande transformation verte de l'Afrique
Dr Vera Songwe Présidente, Liquidity & Sustainability Facility (tbc)



MERCREDI 27 SEPTEMBRE. (MATIN) : ENTREPRISES ET DROITS DE L'HOMME

09h00 - 09h30 :

Droits Humains et justice climatique en Afrique.

Alexandre Vagenheim Senior Legal Officer chez Jus Mundi

09h30 - 10h00

L'accès des communautés locales à l'arbitrage : Défis et perspectives

Achille Ngwanza Docteur en droit, associé gérant Jus Africa, membre de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI

10h30 - 10h45: Pause café

10h45 - 11h15: L'entreprise à l'épreuve du changement climatique : Le concept de péril commun pour penser l'action climatique

Charlotte Demonsant Doctorante, Mines Paris, Université PSL

11h45 - 12h15 :

Entreprises et aux droits de l'homme: Nouveaux défis pour le droit et les arbitre en Afrique:

Stéphane Brabant Avocat, Trinity International LLP



MERCREDI 27 SEPTEMBRE. (AM) : GOUVERNANCE DU RISQUE CLIMATIQUE : OUTILS JURIDIQUES ET FINANCIERS

14h00 - 14h30

Environnement, changement climatique et sécurité

Abdoul Karim Lofo

Commissaire de Police, Chef du service juridique à l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'information, Burkina Faso

14h30 - 15h30 :

TABLE RONDE : JURIDICTIONS NATIONALES, RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

Stève Fouedjio Nguetsa

Docteur en droit des Universités d'Aix Marseille et de Dschang
Magistrat, Attaché au parquet général près la Cour d'appel de l'Ouest chargé du contentieux administratif

Aurélie Laurent

Maître de conférences en droit public, Le Mans Université - Themis-Um

15h30 - 16h30 :

TABLE RONDE : LES ENJEUX FINANCIERS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE

Yann Petrucci

Directeur de Projets – TERE A

Alain Karsenty

économiste, chercheur au CIRAD

Christine Langevin

Conseillère technique à la programmation du programme Initiative pour la Forêt de d'Afrique Centrale (CAFI)

17h00 - 18h00 :

TABLE RONDE. DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL ET GOUVERNANCE CLIMATIQUE

INTERVENANTS :

- **Florent Baarsch** Florent économiste et fondateur de la startup FINRES
- **Gervais Ludovic Itsoua Madzous** Vice-Président du GIEC
- **Affef Ben Mansour** Avocate au Barreau de Paris - membre du CEDIN. Membre de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI
- **Stéphane Brabant** Avocat, Senior Partner, Trinity International LLP
- **Sarah Cassella** Professeur Droit public. Université Paris Cité
- **Ezékiel Amani Ciriwami** Fellow research, Max Planck Institute
- **Miriam Cohen** Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les droits humains et la justice réparatrice
- **Charlotte Demonsant** Doctorante, Mines Paris, Université PSL
- **Ahmed Djiga** Enseignant-chercheur à l'Université Thomas SANKARA
- **Stève Fouedjio Nguetsa** Docteur en droit des Universités d'Aix Marseille et de Dschang Magistrat, Attaché au parquet général près la Cour d'appel de l'Ouest chargé du contentieux administratif
- **Geneviève Dufour** Professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, Titulaire de la chaire de recherche en commerce durable, responsable et inclusif
- **Sophie Grosbont** Maître de conférences Université Paris-Nanterre, France
- **Jean-Baptiste Harelimana** Avocat et Président de l'AAPDI
- **Alain Karsenty** économiste, chercheur au CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement)
- **Christine Langevin** Conseillère technique à la programmation du programme Initiative pour la Forêt de d'Afrique Centrale (CAFI)
- **Aurélie Laurent** Maître de conférences en droit public, Le Mans Université - Themis-Um
- **Sabine Lavorel** Maître de Conférences HDR en Droit public Responsable du DU de Droit de l'Environnement Co-directrice de l'Ecole doctorale Sciences Juridiques
- **Vincent Lefeuvre** Directeur Eight Advisory
- **Abdoul Karim Lofa** Commissaire de police, Chef du service juridique, à l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information du Burkina Faso
- **Sandrine Maljean-Dubois** Directrice de recherche au CNRS, Aix Marseille Université, Université de Toulon, Université de Pau & Pays Adour, CNRS, DICE, CERIC, Aix-en-Provence.
- **Camille Martini** Avocat au barreau de New York et doctorant (en cours d'inscription) à Aix-Marseille Université au sein du CERIC et à l'Université Laval
- **Yda Alexis Nagalo** Chargé de recherche CNRST, Burkina Faso
- **Achille Ngwanza** Docteur en droit, associé gérant Jus Africa, membre de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI
- **Suzy Nikiema** Responsable Investment durables au Programme Droit et Politique Economique de l'IISD
- **Guy-Fleury Ntwari** Conseiller juridique de l'Union africaine et Directeur des affaires juridiques
- **Yann Petrucci** Directeur de Projets – TEREa
- **Alain Edouard Traore** Ancien Ministre, Ambassadeur et chargé de missions auprès du Ministère des affaires étrangères, Burkina Fasso
- **Pierre-Olivier Savoie** Associé fondateur du cabinet Savoie Arbitration
- **Vera Songwe** Présidente, Liquidity & Sustainability Facility
- **Patrick Thieffry** Avocat - Arbitre et consultant indépendant
- **Alexandre Vagenheim** Senior Legal Officer chez Jus Mundi